

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19111 - 74ÈME ANNÉE

Premier tour de la législative partielle dans la 7e circonscription

Le PCR reprend pied dans le Sud-Ouest : première étape d'une nouvelle bataille

Après un premier tour marqué par près de 77 % d'abstention, le second tour de l'élection législative partielle dans la 7e circonscription opposera Jean-Luc Poudroux à Pierrick Robert. Candidat du PCR, Gilles Leperlier arrive en 7e position. C'est la première étape d'une nouvelle bataille dans une circonscription où le PCR n'avait plus de candidat depuis 6 ans.

Le premier tour de l'élection législative partielle dans la 7e circonscription a rendu son verdict. Il est tout d'abord marqué par l'abstention. Un peu plus de 23 % des électeurs, soit moins du quart, se sont déplacés hier pour glisser un bulletin dans l'urne. Ceci illustre une nouvelle fois l'extension à la politique de la crise économique et sociale qui touche La Réunion depuis des décennies. De plus, dans cette élection, tous les maires soutenaient un candidat. Ces derniers n'ont donc pas pu mobiliser comme ils arrivaient à le faire auparavant. Les municipales dans moins de 2 ans ont peut être amené quelques-uns à ne pas jeter toutes leurs forces disponibles dans la bataille.

Surprises du premier tour

Ce faible taux de participation pose une fois de plus le problème de la représentativité des personnes chargées de porter la voix de La Réunion à l'Assemblée nationale. Les deux candidats arri-

vés en tête ont en effet obtenu un pourcentage de voix égal respectivement 5,77 % et 3,63 % des inscrits. Cette tendance confirme les législatives de l'année dernière, où plus de la moitié des personnes inscrites sur les listes électorales avaient refusé d'aller voter.

Les deux candidats qualifiés pour le second tour sont Jean-Luc Poudroux, soutenus par tous les maires de droite, et Pierrick Robert, candidat du député sortant déclaré inéligible et soutenu par le maire de Saint-Leu. Ce sont les deux candidats qui disposaient des plus gros moyens. Dans une élection partielle où la participation est traditionnellement plus faible, ceci a lourdement pesé. Au soir du premier tour, Jean-Luc Poudroux dispose de plus de 2.000 voix d'avance sur Pierrick Robert. Un résultat qui peut surprendre, car l'ancien maire de Saint-Leu est sorti de sa retraite politique pour cette élection. La 3e place d'Aurélien Centon est une autre surprise. Connu pour des actions de proximité en faveur de familles dans le besoin, il ne lui a manqué que 500 voix pour être au second tour à la

place de Pierrick Robert. Ce dernier représente le LPA, un allié du Modem et membre de la majorité présidentielle. Ce parti apparaît en difficulté et a un risque bien réel de perdre son siège de député.

Diffusion des idées du PCR

Lors de la présidentielle l'année dernière, Jean-Luc Mélenchon, soutenu par le PCR, était arrivé en tête à La Réunion. Surfant sur la vague de ce succès, Perceval Gaillard (France Insoumise) et Emmanuel Séraphin (Pour La Réunion) avaient fait des scores honorables, tandis que le PCR avait décidé de ne pas présenter de candidat, soutenant celle de la France Insoumise.

15 mois plus tard, le vote d'hier a montré un recul de ces candidats. Ils bénéficiaient pourtant d'importants moyens. LFI avait mobilisé sa direction parisienne pour soutenir son candidat, même Jean-Luc Mélenchon était intervenu dans ce scrutin partiel à 10.000 kilomètres de Paris. Quant à celui

du Mouvement pour La Réunion, il était soutenu par le PS et le parti municipal saint-louisien de Jean Piot. Cela n'a pas suffi pour rééditer la même performance qu'en juin 2016.

Pour sa part, le PCR a décidé d'être présent à cette élection et a confié cette responsabilité à Gilles Leperlier. C'est la première fois depuis 2012 que le Parti communiste réunionnais présente un candidat dans cette circonscription. A la différence du scrutin de 2012, le PCR ne pouvait pas compter sur le soutien d'un ou plusieurs maires. Cette campagne était donc l'occasion pour le Parti communiste réunionnais de reprendre pied dans cette circonscription. C'est dans ce contexte difficile que Gilles Leperlier et Jessie Caro ont lutté pour diffuser les idées du PCR auprès de la population. Le soutien des militants communistes venus de toute l'île leur a permis d'affirmer le retour du PCR dans une élection législative concernant l'Ouest et le Sud de La Réunion.

Dans son communiqué adressé hier aux médias, Gilles Leperlier a d'ailleurs souligné que c'est une nouvelle bataille qui commence. Ces quelques semaines de campagne ont permis de nouer ou renouer des contacts qui pourront s'avérer important dans la perspective de renforcer l'organisation du PCR dans cette région. Cet objectif de renforcement et la diffusion des idées du PCR dans la population sont des points positifs, qui montrent que le Parti fondé par Paul Vergès est de retour.

M.M.

Candidat	Voix	%
POUDROUX Jean-Luc	6402	27,11
ROBERT Pierrick	4030	17,07
CENTON Aurelien	3582	15,17
SERAPHIN Emmanuel	2241	9,49
NATIVEL Jean Francois	1677	7,10
GAILLARD Perceval	1137	4,81
LEPERLIER Gilles	886	3,75
QUINOT Ulrich	845	3,58
MARCHAU Jean-Pierre	744	3,15
HOARAU Mathieu	725	3,07
LARTIN-GRAJA Michelle	617	2,61
RIVIERE Jonathan	570	2,41
DIJOUX Fabien	158	0,67

Communiqué de Gilles Leperlier

«Le commencement d'une bataille»

Voici le communiqué diffusé hier par le candidat du PCR suite au résultat du premier tour de l'élection législative dans la 7e circonscription.

«Je tiens à remercier l'ensemble des électrices et des électeurs qui m'ont accordé leur confiance pour cette élection législative partielle.

Je remercie aussi tous les militants qui ces dernières semaines ont travaillé sur le terrain. Je remercie également le Parti Communiste Réunionnais, de m'avoir fait confiance et de m'avoir accompagné dans cette élection.

Cette législative partielle est davantage marquée par l'abstention, qui une nouvelle fois, rappelle le désintérêt de la population pour la politique. L'aggravation de la situation et l'absence de perspective pour les citoyens nous oblige à agir rapidement afin d'améliorer les conditions de vie des Réunionnais.

L'émergence d'une réelle force progressiste demeure compliquée considérant les divisions qui existent.

Pour la 7ème circonscription et particulièrement l'Etang-Salé, nous ne sommes qu'au commencement d'une bataille qui va être longue et difficile : celle de la reconquête du territoire par un large rassemblement autour des progressistes. C'est une bataille que je suis déterminé à mener dans les années qui viennent.

Gilles Leperlier»

Edito

La Réunion concernée par la bataille contre la pauvreté

Un rapport publié hier par la Banque mondiale met l'accent sur la pauvreté dans le monde. Voici quelques éléments du résumé :

«Le seuil international de pauvreté est fixé à 1,90 dollar par personne et par jour, sur la base des taux de conversion 2011 en parité de pouvoir d'achat (PPA). En 2015, et selon les dernières données disponibles, la part de la population mondiale vivant dans la pauvreté a baissé pour s'établir à 10 %, ce qui représente environ 736 millions de personnes. En un quart de siècle, plus de 1,1 milliard de personnes (en termes nets) ont vu leur niveau de vie s'améliorer suffisamment pour échapper à l'extrême pauvreté. (...)

Ce sont les pays les plus peuplés d'Asie du Sud (Inde et Bangladesh) et d'Afrique subsaharienne (Nigéria, Éthiopie et République démocratique du Congo) qui comptent le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Avec plus de 170 millions de pauvres en 2015, l'Inde totalise le plus grand nombre de démunis et ce chiffre représente près du quart de la pauvreté mondiale. Ainsi, dans la région d'Asie du Sud, quatre personnes extrêmement pauvres sur cinq vivent en Inde. Avec un taux de pauvreté de 13,4 % et une population qui atteint pas moins de 1,3 milliard d'habitants, l'Inde compte, en valeur absolue, un grand nombre de pauvres. (...)

Au cours des dernières années, le rythme de la réduction de la pauvreté s'est ralenti. Entre 2013 et 2015, la pauvreté a reculé de 0,6 point de pourcentage par an, alors que la baisse moyenne des 25 dernières années était d'un point par an. (...)

Selon cette analyse, pour que l'objectif de mettre fin à l'extrême pauvreté dans le monde d'ici à 2030 soit atteint, il faudra que le revenu des 40 % les plus pauvres augmente de 8 % ou plus chaque année. En

fonction des taux de croissance actuels, les scénarios suggèrent un taux d'extrême pauvreté supérieur à 5 % en 2030».

Plus de 700 millions de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour, ce qui fait plus que la population de l'Union européenne, ou deux fois celle des Etats-Unis. Ceci rappelle tout d'abord le creusement des inégalités, avec l'importante hausse des sommes perçues par les plus riches. Cela souligne ensuite qu'une part importante de ces plus pauvres vivent dans notre région, notamment à Madagascar.

Malgré tous les efforts, grand est le risque que l'objectif de développement durable numéro un, l'éradication de la pauvreté, ne soit pas atteint en 2030. Pendant ce temps, les effets du changement climatique se feront toujours plus ressentir, avec les plus pauvres en première ligne. La Réunion se situera dans une région qui verra ses bouleversements, elle ne sera pas à l'écart. D'où l'importance de s'impliquer dans la bataille mondiale pour l'éradication de la pauvreté. Cela passe par le renforcement de la solidarité avec nos voisins et aussi entre Réunionnais, afin qu'en 2030, La Réunion puisse être libérée de la pauvreté.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Comores : rassemblement de l'Union de l'opposition à Champ-Fleuri

« Libération de tous les prisonniers victimes de l'arbitraire et retour à la démocratie » !

Samedi dernier, le parvis des Droits de l'Homme a été le théâtre d'un rassemblement organisé sous l'égide de l'Union de l'opposition des Comores. Au cœur de cette manifestation, un double objectif : d'une part, sensibiliser l'opinion réunionnaise sur la situation qui prévaut dans l'archipel des Comores et d'autre part, accentuer la mobilisation afin « d'amener l'actuel président à un ressaisissement aux fins d'apaisement et d'assainissement du pays ». Ce qui implique selon les opposants la satisfaction de mesures, au centre des discussions menées actuellement, par l'Union Africaine et le président Azali.



Brigitte Croisier.

La semaine dernière, une mission de l'Union africaine s'est rendue aux Comores suite à l'aggravation de la situation politique dans l'archipel. Samedi, la diaspora comorienne en Afrique et en Europe a organisé des rassemblements, notamment à Marseille et Paris, pour demander le retour à la normale dans son pays d'origine. La Réunion a apporté sa contribution à cette mobilisation, avec un rassemblement organisé au Parvis des droits de l'homme à

Champ-Fleuri.

« Nous exigeons la libération immédiate de l'ensemble des prisonniers : politiques, économiques, religieux, et sociaux. Car, toutes ces personnes ont été victimes de l'arbitraire, jetées en prison sans jugement d'un tribunal. Contrairement à ce que prétend l'actuel président, ces personnes ne sont pas des prisonniers de Droit Commun mais ont bel et bien été incarcérées du fait de leur statut d'opposant à la dictature qu'il a installée

aux Comores » !

C'est, en ces termes, que Jimmy Adam, a entamé son allocution, samedi dernier, face à une assistance composée d'une centaine de personnes ayant accepté de répondre à l'appel lancé par l'Union de l'Opposition, composée des représentants des trois îles de l'archipel des Comores. (Voir An plis ka Sa). Un public lui aussi représentatif de l'archipel et, qui à l'instar de toute la diaspora comorienne de France, d'Afrique, de Madagascar, entendait en ce jour, manifester ouvertement son soutien à la démarche entamée par l'Union de l'Opposition des Comores. Une démarche qui est passée par la dénonciation d'un certain nombre de griefs imputés à l'actuel président, accusé de « s'être accaparé le pouvoir en incarcérant l'ancien président et les militants du Parti qui l'avaient, pourtant, conduit à la victoire et de ce fait avoir trompé le peuple ».

Pour un « retour à l'apaisement »

Et, Jimmy Adam d'interpeller publiquement l'actuel président en ces termes :

« Vous pouvez éliminer le Parti Juwa, emprisonner tout le monde.

Mais, nous sommes un serpent à multiples têtes. Nous redoublerons de vigilance pour que le volcan qui, chez nous est, en ébullition n'emporte pas notre peuple et ne compromette pas l'avenir de notre pays. Vous devez vous ressaisir ! », a poursuivi le docteur Adam qui a accusé l'actuel président « d'avoir transformé l'actuelle Constitution des Comores pour asseoir et consolider son régime dictatorial. Résultat : des radios ont été fermées, des gens sont interdits de fréquenter les mosquées, principalement le vendredi, pour sortir du pays, pour le moindre fait et geste, il faut demander son autorisation. C'est inadmissible ! » a continué l'interlocuteur en dénonçant « le régime de terreur » qui prévaut, selon lui, aux Comores.

D'où, a-t-il martelé « la nécessité pour l'actuel président de se ressaisir raison, il doit cesser toutes mesures coercitives. Les Comoriens sont pacifiques mais, attention, le volcan qui est en ébullition chez nous, menacer et d'engendrer bien des troubles dont le président portera l'ensemble des responsabilités. L'Union de l'Opposition ne veut pas de bain de sang aux Comores. Simplement un retour à l'apaisement et à l'assainissement de notre pays. Ce qui implique la nécessité de satisfaire les quatre mesures que nous préconisons pour sortir notre pays de la dictature établie. Nous souhaitons un retour à la Paix, à la Démocratie afin d'amorcer un développement pérenne de notre pays », a conclu le Docteur Jimmy

Adam, qui avant son intervention, avait demandé que l'assistance observe une minute de silence en solidarité avec les « prisonniers victimes de l'arbitraire du régime actuel ».

Un régime, également, dénoncé quelques minutes auparavant par les deux orateurs qui se sont suc-

cédé au micro : Abdoulbar Omar et Zuber Maholi. (Voir « Réactions »). Deux interventions supplémentaires pour un même objectif : condamner « la dictature établie aux Comores et demander un retour à l'apaisement ».

« Nous demandons, donc, à la COI de nous aider pour un retour à l'apaisement »

Abdoulbar Omar : « Depuis deux ans, les Comores vivent une situation économique, sociale et politique très difficile (...). Grâce au soutien du président Sambu, l'actuel président a été porté au pouvoir. Or, ce dernier n'a eu de cesse d'instaurer un système dictatorial, il a transformé la maison de Sambu, délestée de tout mobilier, en prison et, en même temps, a jeté en prison tous les dirigeants du parti (...). C'est pour alerter l'opinion publique réunionnaise sur cette situation que l'Union de l'Opposition des Comores a appelé à ce rassemblement, participant, ainsi à cette journée de mobilisation internationale. L'Union de l'Opposition est représentative de l'archipel des Comores. Les Comores figurent dans l'Histoire de la population réunionnaise. Il faut qu'elle sache que le président Sambu a travaillé au développement du pays pendant son mandat, qu'il a fait du bon travail. Il a été victime de son succès, de sa popularité. Il a été mis en prison, réduit au silence tout comme les opposants au régime. Nous demandons, donc, à la COI de nous aider pour un retour à l'apaisement, à la démocratie aux Comores. Il serait dommage que le pays revienne aux temps des coups d'état. Il est donc impératif que l'actuel président se ressaisisse », a déclaré, en substance, Abdoulbar Omar.

Zuber Maholi a expliqué le processus initié en vue d'un retour à la paix et à la démocratie aux Comores. « L'UA travaille pour ramener la paix aux Comores. Une délégation a entamé des discussions avec le régime actuel. Au centre de ces discussions, figurent, ces préconisations : apaisement et assainissement, mise en place d'un organe de concertation, autonomie des îles et réinstitution de la présidence tournante soumise à référendum, perspectives politiques ».

In kozman pou la rout

« Koz fransé la pa la prèv ou lé pli intélizan k'lé zot »

Mi an souvien in tan kan in moun téi koz fransé lé zot téi moukate an silans-an dsou si zot l vé. Mi rapèl in zour dann in kabar in ga téi shant : «Mi koz pa kréol, amoin mèm fransé boulon » é tout lo moun téi aprouv. Moin la antann osi désèrtin moun apré di si in pé l koz kréol rényoné sé pou fé l'intérisan. Mi pans mèm désèrtin moun la ont koz kréol pars pou zot koz fransé sé in prèv ou lé kiltiré, é koz kréol sé aport la prèv ou lé pa tro kiltiré. Finalman la pa pars ou i koz tèl lang ou lé pli kiltivé. Sé plito la rishèss out kozman i amontr out nivo d' kiltir. Nou rényoné nou noré, sanm pou moin intére ète bilang o moins donk koz kréol rényoné, é koz fransé é pétète an avoir in troizyèm lang la pa pli kouyon solon moin. Alé ! Mi kite azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Oté

L'ésplor lé mor d sou pyé tamarin ? Mi pans pa

Konm zot i koné, dimansh l'avé zéléksyon. Biensir mi sava pa fé in romark dsi lo rézilta, vi k'mi ékri mon kat ti mo l'èr biro lé apène rouvèr. Bon alor si la pa pou komant lo rézilta, pou fé koué alor ? Mi pouré dir azot pars i fo bien mi fé mon modékri pou zoinal lindi, mé in répons konmsa nora té pa sèryé.

Akoz alor ? Pars ni vé, ni vé pa, in zéléksyon i doi zète respékté, pars kékpar sé kant mèm la volonté lo pèp mèm si mi trouv volonté-la lé in pé galvodé koméla. Mi antan déza in pé apré di : « Galvodé ? Galvodé ? Ou i di sa pars koméla out parti lé in pé afébli késtyon la kontabilité éléktoral ! ». Non mi di pa sa pou sa.

Dabor si ni lir bien zournal, si ni ékout sak lé z'inn é lé z'ot i di, zidé nout parti lé plis partazé zordi ké li lété néna sink dizan. In prèv si zot i vé : kan nou téi di néna in kasur dann la sosyéé rényonèz, demoun téi réponn an ou nou lé dann in sosyété l'armoni. Kan ni dizé : antansyon sak in pé i apèl lo sosyété d'armoni lé riskab kass par bouté.L'èrla, in pé téi di : «sé sak zot i souyète ! » ; Konmsi suivan nout poinn vizé sa sé in n'afèr pou souété... San fé vantar, ni pé dir nout zidé oplis i sava, oplis i nourri l'opinyon piblik.

Konbien foi ni antann : a ! zot l'avé bien rézon ! Anpliskésa, mèm bann kont-parti i rokoné an dsou nou l'avé rézon. Konm bann abolisyonis avan l'abné 1848 l'avé rézon. Konm bann partizan l'égalité sosyal l'avé rézon. Konm bann partizan la défans nout kréol rényoné l'avé rézon é néna rézon ankòr zordi. Konm bann défansèr maloya, konm bann partizan la responsabilité pou nout péi é pou nout pèp zordi néna rézon. Donk si nout parti lé dann kan sak néna rézon ni pé dir li lé rish bann promès pou l'avnir.

Lé vré la pa pars ou néna rézon ké lé shoz i sava vite. Zot i pran souvan dé foi z'ot tan mèm in bonpé d'tan mé zot i avans pti pa pti pa n'arivé. Donk pou sak i priyèr pou la fin nout parti mi di azot zot l'apré koup do lo kou d'zépé é la pa an téléfonan inn él'ot an misouk zot va gingn rézon kont nou. Dizon pou zot l'ésplor lé mor d'sou pyé tamarin.

Justin